

J'aimerais, Monsieur le Président, exposer brièvement les cinq grandes priorités du Canada pour "l'Uruguay Round".

Premièrement: renforcer le système du GATT. On a constaté une prolifération, au fil des ans, des exceptions et des dérogations aux règles du GATT. Il nous faut renforcer l'application des règles de droit. Le GATT doit évoluer; il ne doit plus être seulement un organisme chargé de l'application d'un accord international sur le commerce; il doit être aussi une institution active, davantage axée sur les aspects politiques. Il faut également qu'il renforce ses liens avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD); les ministres ont un rôle important à jouer à cet égard.

Deuxièmement: élaborer de nouvelles règles pour le commerce des produits agricoles et assurer à ceux-ci un meilleur accès au marché. "L'Uruguay Round" doit arriver à une réforme fondamentale des politiques agricoles qui faussent les échanges. Les subventions agricoles et les obstacles au commerce nuisent aux producteurs agricoles de tous les pays. Aucun d'entre nous ne peut supporter leur coût qui monte en flèche.

Le Canada est fermement décidé à progresser dans ce domaine. En tant que participant actif aux travaux du Groupe de Cairns et hôte de la réunion ministérielle de mai dernier, il appuie entièrement la récente proposition du Groupe. Par ailleurs, nous avons fait nous-mêmes une proposition qui développe les idées que nous avons avancées dans de nombreux domaines importants.

Troisièmement: améliorer et garantir l'accès au marché. Au cours des quarante dernières années, les négociations du GATT ont porté essentiellement sur ces questions, qui restent un objectif important de "l'Uruguay Round". Le Canada est un partisan convaincu d'une libéralisation maximale des échanges, par le biais de l'amélioration des conditions d'accès au marché pour de larges catégories de produits, depuis les produits des ressources naturelles jusqu'aux technologies de pointe; il est décidé à oeuvrer en faveur de cette libéralisation. Pour que le bénéfice des concessions faites aujourd'hui ne soit pas perdu, nous devons également améliorer les conditions d'accès au marché.